

MOUVEMENT NATIONAL À GESTION DÉCONCENTRÉE
Phase intra-académique – Rentrée scolaire 2020
Dates et modalités de dépôt des demandes de mutation

Rectorat
Division des Personnels de
l'Enseignement Secondaire

DPES3
Bureau du mouvement

Affaire suivie par
Marc HILDEBRANDT
Béatrice VELIA

Téléphone
0262481002
Fax
0262481111
Courriel
mvt2020@ac-reunion.fr

24 avenue Georges Brassens
CS 71003
97743 Saint-Denis CEDEX 9

Site internet
www.ac-reunion.fr

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE LA RÉUNION

- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
- VU le décret n° 60-403 du 22 avril 1960 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive, notamment l'article 10 ;
- VU le décret n° 68-503 du 30 mai 1968 modifié relatif au statut particulier des professeurs de chaires supérieures des établissements classiques, modernes et techniques ;
- VU le décret n° 70-738 du 12 août 1970 modifié relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation, notamment l'article 11 ;
- VU le décret n° 72-580 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré, notamment l'article 16 ;
- VU le décret n° 72-581 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs certifiés, notamment l'article 39 ;
- VU le décret n° 72-582 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des chargés d'enseignement, notamment l'article 14 ;
- VU le décret n° 72-583 du 4 juillet 1972 modifié définissant certains éléments du statut particulier des adjoints d'enseignement, notamment l'article 9 ;
- VU le décret n° 80-627 du 4 août 1980 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive, notamment l'article 17 ;
- VU le décret n° 86-492 du 14 mars 1986 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'enseignement général de collège, notamment les articles 22 et 23 ;
- VU le décret n° 2017-120 du 1^{er} février 2017 portant dispositions statutaires relatives aux psychologues de l'éducation nationale ;
- VU le décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel, notamment l'article 27 ;
- VU le décret n° 98-915 du 13 octobre 1998 portant déconcentration en matière de gestion des personnels enseignants, d'information, d'orientation et d'éducation de l'enseignement secondaire ;
- VU les lignes directrices de gestion ministérielles relatives à la mobilité des personnels du 3 novembre 2019 publiées au bulletin officiel spécial n°10 du 14 novembre 2020
- VU l'arrêté du 13 novembre 2019 relatif à la la mobilité des personnels du second degré publié au bulletin officiel spécial n°10 du 14 novembre 2020
- VU la note de service ministérielle n° 2019-161 du 13 novembre 2020 publiée au bulletin officiel spécial n°10 du 14 novembre 2020
- VU la circulaire académique relative à la phase intra-académique du mouvement national à gestion déconcentrée
- VU les lignes directrices de gestion déconcentrées académiques relatives à la mobilité des personnels



ARRÊTE

Article 1er – Les demandes de changement d'affectation ou de première affectation dans l'académie, présentées par les professeurs de chaire supérieure, agrégés, certifiés, chargés d'enseignement, adjoints d'enseignement, chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive, professeurs d'éducation physique et sportive, professeurs de lycée professionnel, conseillers principaux d'éducation, et psychologues de l'éducation nationale, au titre de la rentrée scolaire d'août 2019, devront être enregistrées sur le système d'information et d'aide pour les mutations (SIAM) :

- <http://www.ac-reunion.fr>, icône I-PROF,
- <http://www.education.gouv.fr/iprof-siam>

La période de saisie des demandes est la suivante :
du **1 avril 2020** à 12 heures au **16 avril 2020** à 12 heures
(heures locales)

Les confirmations de demandes seront envoyées à compter du **16 avril 2020** aux chefs d'établissement qui les remettront aux candidats. Ces derniers les vérifieront et porteront éventuellement des indications complémentaires. Les candidats devront ensuite les remettre à leur chef d'établissement qui les vérifiera, dans les conditions précisées par la circulaire académique et les transmettra, au rectorat – DPES 3 - bureau du mouvement.

- pour le **24 avril 2020** au plus tard, pour l'ensemble des candidats

Les personnels nommés dans une nouvelle académie devront transmettre eux-mêmes leur dossier visé par le chef d'établissement au rectorat de l'académie d'accueil avant la date fixée par le recteur de cette académie.

Article 2 – Les demandes tardives de mutation, les modifications de demandes et les demandes d'annulation ne seront prises en compte que dans les conditions précisées à l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé au plus tard à la veille de la tenue des groupes de travail du corps concerné.

Article 3 – Les pièces justificatives doivent impérativement être numérotées et jointes à la demande de mutation sous la responsabilité du candidat. Aucune pièce ne sera acceptée après la date de réception de la demande, sauf cas de force majeure.

Article 4 – Le formulaire de confirmation de demande de mutation doit être dûment signé par l'agent sous peine de nullité.



3/3

Article 5 – Les barèmes provisoires seront affichés sur SIAM du **23 mai** au **05 juin 2020**. Pendant cette période, le candidat pourra, en cas de désaccord, contester son barème par écrit.

L'ensemble des barèmes fera l'objet d'un nouvel affichage, du **06 juin** au **06 juin 2020**. Dès lors, seuls les barèmes rectifiés à l'issue du 1^{er} affichage pourront faire l'objet d'une ultime demande de correction par l'intéressé jusqu'à la fin de la période d'affichage.

Article 6 – Le secrétaire général de l'académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Réunion, le **17 MAR. 2020**

Pour le recteur et par délégation,
Le secrétaire général adjoint



Pierre Olivier SEMPERE